

culturelles et sociales et faire régner la bonne entente. Si on laisse l'individu donner libre cours à son initiative, il en résulte l'intensification de l'embauche, la réduction des prix, l'amélioration de la qualité de nos biens et services, et, par ses propres lois de contrôle et d'équilibre, le marché suffit lui-même à enrayer les abus du régime.

Le bill à l'étude fleure le contrôle de l'État, l'intervention et l'influence de la bureaucratie sur les droits qu'ont les gens de donner plein essor à leurs penchants de libre entreprise. Les observations que je viens de faire auraient pu venir, bien entendu, de tout député conservateur siégeant à la Chambre, et très souvent dans le passé, à l'occasion de l'examen d'autres mesures, les conservateurs ont abondé en ce sens. Dans le présent cas, toutefois, il semble y avoir altération de ces principes, et peut-être même l'admission par le gouvernement que le grand public a besoin d'être protégé contre les abus auxquels donne lieu le régime dit de la libre entreprise.

Il me semble—encore que la question ne relève pas du ministre de la Justice; mais puisque lui-même a fait une légère digression en parlant de la vente du blé, je devrais pouvoir y aller d'une couple de digressions—il me semble, dis-je, qu'il aurait été bien plus à propos, vu les incongruités que recèlent nos lois sur le jeu, d'apporter quelques modifications intéressant les bingos, les loteries et autres tirages du genre, auxquels, j'en suis sûr, s'est essayé à un moment ou à un autre chacun de nous. De fait, quelques-uns parmi nous ont suscité certaines formes de jeu pour activer des campagnes électorales, mais je crois qu'il serait mieux...

M. Chambers: Les syndicats sauront plus facilement percevoir des fonds.

M. Howard: La chose ne serait pas opportune maintenant et je ne suis pas prêt à me lancer dans le même domaine où mon ami et son parti puisent leurs fonds pour leurs campagnes électorales; mais, je suis bien certain que les chaînes d'argent par lesquelles son parti est lié aux donateurs sont bien plus dangereuses que ne le sont et ne le seront jamais celles qui lient notre parti à ses donateurs.

L'hon. M. Hellyer: Mais vous admettez qu'il y aura des liens dangereux attachés aux cadeaux de certains de vos partisans.

M. Howard: Je n'ai rien dit de tel.

L'hon. M. Hellyer: C'est précisément ce que vous venez de dire.

L'hon. M. Pickersgill: C'est ce que vous avez dit.

[M. Howard.]

M. Howard: Je ne suis pas de ceux qui tantôt ont renié leurs propres principes et fait une allégation qu'ils ont rejetée antérieurement. Il est évident que l'influence d'un ancien ministre des Pêcheries est encore forte au sein de son parti et...

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. L'honorable député a jeté du discrédit sur des membres de la Chambre qui n'ont pas voulu appuyer une motion qu'il a présentée à la Chambre il y a deux ans et qui n'a pas été mise aux voix. A moins de jouir d'un don de pénétration exclusif, l'honorable représentant ne peut donc pas savoir comment les autres députés auraient voté.

La vérité, c'est que l'honorable représentant savait, quand il a présenté sa motion, que le Règlement du Parlement interdit de fournir le renseignement qu'il demandait. Je pense, pour ma part, que la motion n'aurait même pas dû être inscrite dans le *Feuilleton*. De toute façon, nous voulons respecter les lois édictées par le Parlement et non en saper l'autorité.

M. Howard: Monsieur l'Orateur, s'il m'est permis de dire quelques mots au sujet de cette question de privilège, je dirai que, pour ma part, je ne chercherais jamais à deviner ce que le député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill) se propose de faire, car il est trop inconstant, ainsi que le parti libéral. A peine quelques jours auparavant—je n'ai pas pu repérer la chose dans le *hansard* ni dans le *Feuilleton*—un député libéral a pris la parole pour présenter une motion semblable concernant l'industrie pharmaceutique.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre!

L'hon. M. Pearson: La motion était différente!

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre! Revenons à la question des courses de chevaux.

L'hon. M. Hellyer: La raison pour laquelle nous sommes si en retard tient à ce que son parti vient si loin en arrière dans la course.

M. Peters: Pourquoi ne vous levez-vous pas pour faire un discours?

L'hon. M. Hellyer: Pourquoi ne dites-vous rien quand vous prenez la parole?

M. Peters: Vous ne dites rien, ni debout, ni assis!

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre!

M. Howard: Monsieur l'Orateur, parier aux courses, c'est comme parier sur le parti libéral; on perd son argent de toute façon. En vue de la modification du code criminel,